

RAPPORT N° 2022/5-09
au Bureau de la Communauté
En séance du jeudi 27 Octobre 2022

OBJET : DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC ET CESSION DE VEHICULES DE LA CINOR

Deux véhicules du parc automobiles de la CINOR ont été accidentés :

Le 10 mai 2022, le véhicule Renault Kangoo immatriculé BM 245 JG. L'expertise réalisée en date du 09 juin 2020, suite à ce sinistre a conclu que le montant des réparations (5 118,65€) étant supérieur à la valeur du véhicule avant sinistre (4 500 €), il est déclaré économiquement irréparable.

Par conséquent il y a lieu, suite à la proposition du groupe GENERALI Assurances, assureur du parc automobile de la CINOR, de lui céder ce véhicule pour un montant de 4 500 € TTC correspondant à la valeur à dire d'expert avant sinistre.

Le 16 décembre 2021, le véhicule Nissan Micra, immatriculé 525 BTZ 974. L'expertise réalisée en date du 29 mars 2022, suite à ce sinistre, a conclu que le montant des réparations étant supérieur à la valeur du véhicule avant sinistre (8 968,46 €), il a donc été déclaré économiquement irréparable.

Par conséquent il y a lieu, suite à la proposition du groupe GENERALI Assurances, assureur du parc automobile de la CINOR, de lui céder ce véhicule pour un montant de 1 200 € TTC correspondant à la valeur à dire d'expert avant sinistre.

Caractéristiques du véhicule :

Désignation	Marque, Type	Immatr.	Date 1 ^{ère} mise en circulation	VNC au 01/01/2020	Kilométrage compteur
Véhicule Utilitaire	Renault Kangoo	BM 245 JG	21-04-2011	0 €	162332
Véhicule Léger	Nissan Micra	525 BTZ 974	12-09-2006	0€	152711

Je vous propose, en conséquence de :

- Déclasser les véhicules Renault Kangoo immatriculé BM 245 JG et Nissan Micra immatriculé 525 BTZ 974, du domaine public
- M'autoriser à les céder au Groupe GENERALI Assurances pour les montants respectifs de 4 500 € TTC et 1 200 € TTC.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/5-09
du Bureau de la Communauté
en séance du 27 Octobre 2022**

OBJET : DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC ET CESSIION D'UN VEHICULE DE LA CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n°258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions publiques d'aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L.5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/5-09 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

De déclasser du domaine public, le véhicule présenté dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Marque, Type	Immatr.	Date 1 ^{ère} mise en circulation	VNC au 01/01/20 20	Kilométrage compteur
Véhicule Utilitaire	Renault Kangoo	BM 245 JG	21-04-2011	0 €	162332
Véhicule Léger	Nissan Micra	525 BTZ 974	12-09-2006	0€	151754

ARTICLE 2

D'autoriser le Président,

- A déclasser les véhicules Renault Kangoo immatriculé BM 245 JG et Nissan Micra immatriculé 525 BTZ 974, du domaine public
- A les céder au Groupe GENERALI Assurances pour les montants respectifs de 4 500 € TTC et 1 200 € TTC.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration)

Suffrages exprimés : 14

Vote pour : 14

Vote contre : 00

Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 09 NOV 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221027-BC2022-5-09-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022